

27 mars 1790.

---

N°. CXII.

---

L'AMI DU PEUPLE,

ou

LE PUBLICISTE PARISIEN ;

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL.

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la Patrie,  
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

---

Vitam impendere vero.

---

Du samedi 27 Mars 1790.

Friponneries des Agents du comité des subsistances. --- Tableau fidèle de la misère du Peuple. --- Danger d'une guerre civile. --- Nécessité de la comptabilité & de la responsabilité des Communes. --- Agiotage des Administrateurs & Caissiers de la Caisse d'Escompte. --- Calamité du Peuple. --- Émeute de la populace, excitée par les Magistrats.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

M. le président a annoncé à l'assemblée, que M. de Biré, qu'elle avoit mandé hier à la barre,

Ayuntamiehto de Madrid

demandoit d'être entendu. Cette administrateur ayant paru , M. le président lui a demandé au nom de l'assemblée , en vertu de quels ordres il avoit payé à l'époque du 18 janvier à M. le Prince de Condé , à M. le duc de Bourbon & autres , les sommes qui se trouvoient mentionnées dans les états de dépense.

L'administrateur a répondu qu'il avoit payé sur des états ordonnancés par le roi & accompagnés d'un bulletin ministériel signé MELIN. On lui a demandé la représentation des bulletins & des pièces qui devoient justifier son paiement ; mais comme il ne les avoit pas apportés avec lui , on lui a ordonné de les envoyer chercher , & M. le président lui a permis d'assister en attendant la séance, contre l'avis de M. Bouche qui prétendoit qu'on ne devoit pas lui faire cet honneur.

M. le Camus a poursuivi avec sa vigueur ordinaire les ministres qu'il a soutenus coupables dans cette circonstance. Cependant il est résulté de cette discussion , que M. le prince de Condé & M. le duc de Bourbon & autres ont reçus , non pas de l'argent , mais des effets négociables.



M. le duc du Châtelet, à qui cette affaire a donné hier beaucoup de désagrément, n'a pas été plus heureux dans cette séance. Tout en convenant qu'il avoit été payé sans savoir qu'on le payoit, il a cru diminuer les torts dont on l'accusoit, en demandant qu'on lut la liste de ceux, qui comme lui avoient été payés de leurs traitemens arriérés postérieurement au décret qui en suspend l'acquittement. Cette liste a été lue.

Les personnes qui s'y trouvent inscrites sont toutes des personnes riches, qui ont été payées contre l'esprit de la loi, tandis qu'on a refusé de modiques pensions à de malheureux citoyens qui n'avoient pas d'autres ressources pour vivre. Cette injustice des ministres & de leurs commis a été observée par MM. Freteau & le Camus.

L'assemblée a été satisfaite des éclaircissements de M. de Biré & de la candeur de son langage.

---

Le peuple languit; le peuple souffre; le commerce n'est plus qu'un mot qu'il faudra bientôt

biffer dans nos lexiques & nos dictionnaires. La nation ne voit plus de numéraire, la nation manque de pain au sein des approvisionnemens immenses qui écrasent les planchers dans nos plus vastes édifices. Les bleds ne peuvent manquer désormais ; mais à quoi nous sert la fertilité de notre sol heureux , s'il est toujours à la tête du comité des subsistances des hommes faux & intéressés , qui , sans précisément accaparer les grains, les achètent ou les font acheter à des prix exorbitans, pour maintenir leurs biens fonds & ceux de tous les propriétaires dans une valeur qui devient funeste au bonheur & à l'existence de la plus grande partie de la nation , qui n'a point de propriétés , & est obligée d'acheter à prix d'argent toutes les denrées nécessaires à son existence. par cette odieuse & barbare administration, il est impossible que les villes qui ne sont peuplées que d'artistes , d'artisans, d'ouvriers , en un mot, de gens qui n'ont que des talens & de l'industrie , puissent subsister encore long-tems ; il est impossible qu'avant la ruine entière & l'extinction de l'empire françois , ce beau pays ne soit arrosé du sang des régnicoles , que le frère ne soit massacré par les mains de son frère , que le citoyen ne soit égorgé par son



compatriote , & que nos fleuves ensanglantés ne portent leurs eaux rougies dans les deux mers qui baignent nos provinces.

Comment, en effet, cette désolation peut-elle être prévenue ? Tous les genres de commerce sont anéantis , les travaux sont depuis long-tems interrompus ; des millions de bras sont forcément désœuvrés , inactifs ; personne ne gagne de quoi subvenir aux premières nécessités ; les capitalistes cachent , enfouissent leurs trésors & ne paient plus ; les propriétaires des biens ruraux ne veulent que de l'or pour les productions de leurs domaines ; les agens des municipalités , qui ont absorbé & vidé les caisses , achètent seuls , pour commercer & bénéficier immensément & usurairement sur les denrées ; leurs comptes sont une vraie bouteille à l'encre , on n'y voit , on n'y connoît rien. Indépendamment de toutes ces manœuvres ténébreuses , les communes osent bien se refuser à exhiber leurs états de recette & de dépense ; elles ne veulent point entendre parler de comptabilité , de responsabilité personnelle.

Ajoutez à cette infamie , que les administrateurs , les caissiers de la caisse d'escompte

nē sont obligés de payer chaque jour que cent mille écus , pendant qu'ils ont des millions entre leurs mains qu'ils devroient verser, mais qu'ils font valoir à leurs profits.

Avec une gestion si abominable, est-il surprenant que le numéraire soit si rare, que le peuple gémissé dans la privation de son petit avoir, & par conséquent dans une misère désespérante.

Quand toutes les voies de l'industrie sont obstruées, quand le commerce n'est plus qu'un songe, quand les citoyens ne travaillent point, ne gagnent rien ; quand les rentes ne sont point payées ; quand les caisses fermées n'acquittent point les billets ; quand on ne reçoit que du papier, dont on ne peut réaliser en espèces la valeur, qu'en cédant de gros intérêts, des bénéfices usuraires, est-il possible de faire ses affaires ? va-t-on d'ailleurs chez un boulanger & un boucher acheter les premiers, les indispensables conveftibles de l'homme avec des billets de caisse ? & quand on iroit, ces débitans les recevraient-ils, pourroient-ils les acquitter, même en retenant la valeur de leurs denrées ?

Que de disgrâces, que de malheurs résultent de ce triste inconvénient ?



Les marchands , d'un côté , ne peuvent vendre leurs marchandises , & les citoyens sont réduits à la douleur de ne pouvoir les acheter. Dans cette circonstance critique , quels désastres dangereux ne menacent pas la nation ?

Jendi soir la populace amentée auprès du château des Tuilleries, a forcé la garde nationale & est entrée forcément dans le jardin. Le prétexte de la violence des hommes révoltés, étoit de se plaindre aux sénateurs souverains de la cherté du pain ; mais sans doute le but étoit de dissoudre l'assemblée nationale , dont les délibérations ont en effet été interrompues.

On assure que cette criminelle tentative a été conseillée, suscitée par les riches magistrats du parlement & leurs adhérents qui remuent ciel & terre pour annuler le décret de leur suppression. Ils font entendre à la populace qu'ils soudoyent que c'est l'assemblée nationale qui maintient la cherté du pain & des autres vivres.

Les imposteurs qu'ils sont, ignorent-ils que toute la France est persuadée que ce sont eux seuls qui ont autorisé la cherté du pain, qu'ils étoient des accapareurs eux-mêmes, qu'ils ont abusé les peuples par des assemblées perpétuelles dont l'objet n'étoit certainement pas l'intérêt que les magistrats prenoient à leur bonheur.

Mais ces robins aristocrates vont être pour jamais anéantis. Quel bien ont-ils jamais fait ? Ils ont thahi ce même peuple qui leur avoit donné sa confiance ; ils l'ont dépouillé & laissé en proie aux avidités des financiers ; ils n'ont sollicité la convocation des états généraux que pour écraser les ministres qui les humilioient, qui les faisoient exiler & dont ils jalousoient l'autorité. Ils ne s'attendoient pas qu'après l'expulsion des ministres, la nation défabusee, détrompée de leur insidieuse politique, & éclairée sur leurs rapines & leur ambition, s'occuperoit de les réformer & d'abrégger les lenteurs d'une procédure ruineuse par l'institution d'un nouveau code appuyé sur les lumieres de la raison & de l'équité, qu'elle substituroit à des loix arbitraires, des loix fixes & irréfrayables, qu'elle feroit enfin succéder à des magistrats corrompus, partiaux, iniques, intéressés, des juges integres & dépouilles des prestiges de l'ambition & de la vanité.

Remuez, intriguez, cabalez tant que vous le pourrez, versez de l'or tant qu'il vous plaira, tant que vous en aurez, vous n'échapperez pas à la juste vengeance de cette belle & généreuse nation que vous avez dans tous les temps, dans toutes les circonstances, opprimée & dont vous auriez dû vous montrer les protecteurs & les peres.

---

De l'Imprimerie de MARAT.